



*Rentrée 2006 De cette rentrée-là, on n'en veut pas !*

## **Toutes et tous en grève le 28/09/06**

*La CNT FTE a décidé de se joindre au mouvement de grève unitaire du 28/09/06, en élargissant notre appel au-delà des simples questions budgétaires et en posant la question des suites à donner ainsi que des moyens d'actions..*

Le constat est rapide et désolant : la rentrée 2006, c'est l'entrée en vigueur ou la confirmation de dégradations sans précédent dans l'Éducation Nationale. L'exemple le plus frappant étant l'annonce de la suppression de 8500 postes pour cette année. Preuve que le renoncement au service public d'éducation de qualité (et aux services publics en général) voulu par un gouvernement à la solde du MEDEF va bon train. Que les conséquences concrètes de cette politique, en plus des baisses spectaculaires de postes, s'enracinent un peu plus chaque rentrée dans tous les aspects de nos métiers et façonnent une école dont le rôle de reproduction sociale est désormais ouvertement assumé par le monde politique. Et qu'il est temps, pour nous, de réagir.

### **Premier degré**

La globalisation a eu pour effet la fermeture ou la non ouverture de classes et menace la scolarisation des 2 ans. On demande toujours plus aux enseignants (accueil des enfants handicapés, mise en place des PPRE). Dans le même temps, les aides éducateurs et les assistants d'éducation disparaissent progressivement des écoles et sont partiellement remplacés par des emplois encore plus précaires, les EVS. Avatar de la Loi Fillon, la Marseillaise doit maintenant y être enseignée...

### **Second degré**

Cette rentrée doit voir la mise en place de la " note de vie scolaire ". Rejetée par les professionnels et les parents d'élèves, véritable retour du " zéro de conduite ", elle constituera une double peine pour les élèves en difficulté (l'absentéisme, le respect du règlement intérieur et l'implication dans la vie de l'établissement étant les trois critères de cette évaluation-sanction). Elle sera mise en place par le Principal du collège, sur proposition du professeur principal. Comme dans le Premier degré, les places continueront à manquer dans les structures d'enseignement adapté pour les élèves en difficulté.

### **ZEP**

La mise en place des EP1 a constitué une baisse généralisée des moyens et signifie l'arrêt de mort de l'Éducation Prioritaire par la sortie progressive d'un grand nombre d'établissements du dispositif. Les moyens impartis, insuffisants, dans les établissements EP1 sont inadaptés au travail en équipe développé dans les ZEP. D'une manière générale, cette rentrée voit l'application d'un cumul de mesures des politiques de régression sociale, éducatives, et le développement des politiques répressives et sécuritaires par les effets conjugués de la Loi sur l'(In)Égalité des Chances, de la loi Fillon, la décentralisation et du plan de cohésion sociale : l'apprentissage junior, travail de nuit dès 15 ans, le socle commun des connaissances, la loi de prévention de la délinquance, le contrat de responsabilité parentale... Toutes ces mesures visant à précariser, fliquer et culpabiliser un peu plus les familles des classes populaires.

### **Précarité**

Depuis 3 ans, ce sont des milliers de collègues non-titulaires qui ont été licenciés par l'E.N. La rentrée 2006 a vu une nouvelle charrette de licenciement massif, dans l'indifférence générale.. De nombreux collègues contractuels n'ont perçu aucune indemnité pendant les mois de juillet et août et les collègues au chômage devront patienter plusieurs mois sans revenus avant de toucher une allocation. C'est inacceptable !

La précarité inacceptable qui touche nos collègues constitue un nivellement par le bas sans précédent, elle est la pierre angulaire de la casse des statuts souhaitée depuis longtemps. La Vie Scolaire en est l'exemple concret. Depuis la fin du statut de MISE, de nombreux contrats chaque fois plus précaires et moins rémunérés (AE, EVS, assistants pédagogiques) ont été créés.

### **Conditions de travail**

En plus de la surcharge de travail que représente pour les enseignants les suppressions de postes dans l'enseignement spécialisé, on nous demande de travailler plus sans être payés, sous le prétexte fallacieux de continuité du service public (remplacements obligatoires dans le Second Degré) ou de solidarité inter-générationnelle (lundi de Pentecôte). A quoi il faut ajouter les deux journées de pré-rentrée non rémunérées dans le Premier Degré... Là aussi, ce qui est sous-jacent, c'est la casse des statuts...

### **Salaires**

Tandis que nos salaires stagnent, les impôts locaux pour financer la décentralisation augmentent, les impôts sur le revenu, eux, ne baissent que pour les classes aisées...Et les prix à la consommation des produits de premières nécessité (gaz, bouffe, loyers, etc.) explosent.

### **Elèves sans papiers**

Cet été, des familles des élèves sans papiers et leurs familles ont été expulsées. La mobilisation autour du RESF a certainement permis d'éviter le pire. Mais cela ne doit pas nous faire oublier le fait que la situation inhumaine vécue par les enfants sans papiers est la même pour les adultes sans enfants. Ils ne doivent pas être absents de nos débats et de nos revendications.

### **Quelle mobilisation ?**

L'heure est donc à la mobilisation et à la grève face à une situation de l'E.N qui se dégrade de plus en plus rapidement. Mais nous ne pensons pas qu'une seule journée de grève (même massive) soit suffisante pour renverser la vapeur et revenir sur 4 années de destruction systématique. Rappelons-nous qu'au printemps dernier, il aura fallu un mouvement déterminé, de deux mois, pour venir à bout du CPE.

Il est donc primordial que cette journée est une suite rapide, massive et ne se privant d'aucune arme de lutte à notre disposition, y compris la grève reconductible. Mais cela ne doit pas être à une quelconque intersyndicale parisienne d'en décider mais à tous les collègues. C'est pourquoi la CNT FTE appelle à faire grève et manifester ce jeudi 28/09 mais aussi à se réunir dans des Assemblées Générales dans nos établissements, à l'échelle des communes ou des départements. Ensemble : construisons la mobilisation et nos propres revendications pour une autre école!

### **La CNT FTE revendique :**

- **Pas une seule expulsion d'élève ni de leur famille. Avec le Réseau Education Sans Frontière, mobilisons nous dès maintenant, votons la grève en cas d'expulsion !**
- **Contre le licenciement des personnels précaires, réemploi et titularisation de tous. Arrêt du recours à l'emploi précaire.**
- **Remplacements assurés par des personnels statutaires.**
- **Arrêt des remplacements obligatoires de courte durée dans le Second Degré**
- **Retrait du dispositif EP1**
- **Attribution des moyens à la hauteur des besoins exprimés par les personnelset les parents.**
- **Refus de la note vie scolaire, refus de fournir des listes d'élèves et de familles à la préfecture ou aux mairies !**